



# **Atelier de travail sur le Partenariat Public / Privé dans le secteur de l'assainissement**

**Lundi 22 mai 2017, Tunis**

**NOTE SUR LE DEROULE DE L'ATELIER**

## Préambule

Dans le cadre du renforcement du partenariat Public / Privé dans le secteur de l'assainissement en Tunisie, la Banque Mondiale (BM), le Fonds de Conseil en Infrastructure Publique-Privée (PPIAF) et l'Office National de l'Assainissement (ONAS) ont sollicité l'Institut Méditerranéen de l'Eau (IME) pour organiser un atelier de sensibilisation auprès de la Société Civile afin d'explicitier et d'échanger sur les différentes composantes de ce partenariat.

L'IME, en tant que réseau régional de professionnels du secteur de l'eau en Méditerranée, a pu mobiliser des experts du domaine relevant de ses membres du collège des Instances de décision du secteur public pour la tenue de cet atelier.

De par son rayonnement dans la région méditerranéenne et de par ses activités au sein du Conseil Mondial de l'Eau, l'IME a pu également mobiliser des experts d'entités nationale et internationale.

Suite au programme de l'atelier établi en collaboration avec les cadres de l'ONAS, cet évènement s'est déroulé dans le respect du temps alloué et a réuni 109 participants (*liste en annexe 1*).

Le dépliant produit en deux langues (français-arabe) ainsi que le programme de l'atelier sont joints en annexes 2 et 3.

## Déroulé

Le Ministre des Affaires Locales et de l'Environnement étant retenu par une obligation urgente, Mr Habib Omrane, Président Directeur Général de l'ONAS, a présidé la cérémonie d'ouverture de l'atelier (voir *allocution en annexe 4*).

Suite à cela, Mr Hachmi Kennou, Directeur Exécutif de l'IME, intervient pour exposer le cadre de cet atelier et fixer les objectifs à atteindre (*annexe 5*).

En l'absence de Mr Atef Mahjoub, Directeur Général de l'Unité de Suivi des Concessions de l'ONAS, Mme Sondes Issaoui, Chef de Département Central, a présenté le contexte légal et réglementaire du partenariat Public / Privé en Tunisie.

Suite à cet exposé, les expériences étrangères en référence aux modes de gouvernance dans le partenariat Public / Privé ont été présentées.

En premier lieu, Mr Diogo Faria de Oliveira, expert international chargé du PPP dans le domaine de l'eau et de l'assainissement auprès de UNECE, a présenté les différents types de PPP avec des pistes à suivre pour choisir le modèle de gestion adapté aux besoins de l'entité publique.

Deux expériences nationales, celle de la France présentée par Mr Jean-Luc Marion de la Métropole Aix-Marseille Provence (MAMP) et du Maroc par Mme Smahane Jamouli de l'Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable (ONEE), ont apporté un éclairage sur l'approche et la mise en place des PPP dans leur pays.

Enfin, Mme Delphine Clavreul de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) a apporté une vision globale avec l'engagement des parties prenantes pour une gouvernance de l'eau inclusive.

La deuxième partie de l'atelier a consisté aux présentations de la part de l'ONAS et du Bureau IDEA Consult sur l'implication de la Société Civile sur le projet ONAS.

La troisième partie de l'atelier a été consacrée au débat entre les représentants de la Société Civile, de l'ONAS et des experts étrangers autour des questions suivantes :

❖ **Pourquoi la Société Civile est un partenaire privilégié ?**

❖ **Comment la Société Civile peut-elle s'impliquer ?**

*Toutes les présentations sont jointes à la présente note (liste en annexe 8) ainsi que les principaux points débattus.*

Lors de la synthèse des tables rondes (annexes 6 et 7), un débat constructif s'est déroulé mettant en exergue la nécessité de poursuivre le débat avec la Société Civile.

Pour cela, l'assistance a proposé d'organiser un second atelier Tuniso-tunisien avant la fin de l'année à Sfax pour renforcer les échanges et rapprocher les points de vue.

## Recommandations

Avant la clôture de l'atelier, une synthèse des débats sous la forme de recommandations a été présentée et approuvée par l'assistance.

**La société civile** : un acteur incontournable en matière d'appropriation des problématiques liées au PPP dans le secteur de l'eau en général et dans celui de l'assainissement en particulier.

La société civile est un partenaire privilégié dans le PPP pour les raisons suivantes :

- **La société civile est une source d'expertise et de conseil et de développement inclusive ;**
- **La société civile assure l'interface du PPP avec l'utilisateur pour véhiculer la bonne information ;**
- **La société civile participe à améliorer l'état de veille pour le bon déroulement des projets PPP ;**

A partir de là, il est recommandé de :

- ↪ **Formaliser l'implication de la société civile dans le processus PPP ;**
- ↪ **Former et informer la société civile (et surtout les ...) sur le contenu de l'impact du PPP dans l'environnement concerné ;**
- ↪ **Segmenter la société civile selon la perception de ses composantes en matière de PPP (partenaires et contestataires) et adapter la communication à chaque catégorie ;**
- ↪ **Transformer aussi la société civile en force de propositions.**

## Conclusions

Compte tenu des présentations et des débats de cet atelier, il a été recommandé également à l'ONAS d'organiser un autre atelier de sensibilisation auprès de la Société Civile. Cet atelier pourrait être organisé à Sfax, d'autant plus qu'un représentant d'une ONG, concerné par le sujet, a montré son intérêt en présentant une lettre de la part de son Président (*annexe 9*).

# ANNEXES

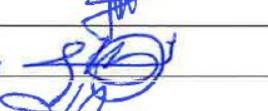
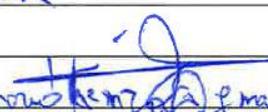
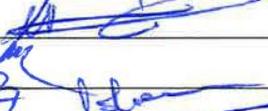
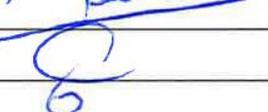
1. Liste des participants
2. Dépliant (français-arabe)
3. Programme de l'atelier (français-arabe)
4. Allocution de Mr Habib Omrane, Président Directeur Général de l'Office National de l'Assainissement (ONAS)
5. Propos introductif de Mr Hachmi Kennou, Directeur Exécutif de l'Institut Méditerranéen de l'Eau (IME)
6. Synthèse de la table ronde 1 « Pourquoi la société civile est un partenaire privilégié ? »
7. Synthèse de la table ronde 2 « Comment la société civile peut-elle s'impliquer ? »
8. Liste des présentations
9. Document de support : Lettre du Président de l'Assemblée de l'Association d'Environnement et de Développement Durable à Zarat



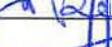
lundi 22 mai 2017

	Nom prénom	Organisme	Tél	Email	Signature
1	Kais Blesza	MALE		kais.blesza@wml.gov.tr	
2	azizet 1964	TBS Unmesh	do TURK	azizet1964@gmail.com	
3	wahid Benhabou	ONAS		w_benhabou@onas.gov.tn	
4	Thouraya Benghali	ONAS	97369661	thouraya.benghali@gmail.com	
5	Dr. Pouchi	OTEDB / ANPE	58955576	Dr.Pouchi@gmail.com	
6	Jouini Rym	ONAS	87-280.200		
7	Aboureddine LAMOUAR	APVT, mmo	97 209962	presidentapvt@gmail.com	
8	Bey. Beji	ciplan	94557741	robi.beji@hotmail.fr	
9	Helali Adel Expert		98355947	helali.adel.helali@gmail.com	
10	Dr BOUCHKHADA	Greenlab	52197017	dr.kt.rozaik@greenlab.com.tn	
11	Habib GHANNOUCHI	Greenlab	20573965	direction@greenlab.com.tn	
12	Bouzaoui Nouaf	Parti - Politique	98841057		
13	Bechir J. H. H.	ONAS / DF	98692594	dep.info@onas.gov.tn	
14	Jouini Faisal	ONAS	98642844	faisal.jouini15@gmail.com	
15	Dr Ben mikel	ONAS Sidi Amor	52197017		
16	R. Kharrakou	ONAS - Bardo	973no 608		
17	Abd Naji	AAONM	9991926		

lundi 22 mai 2017

	Nom prénom	Organisme	Tél	Email	Signature
1	El Fadhel Kamel	ONAS	99 636 164	fadhel_kam@yahoo.fr	
2	KAZER Fayol	MALE	99 540 938	fa.kazer@gmail.com	
3	SAKLI Nourfel	ONAS	91 811 643	Comlab@univ-fundjiqui.com.tn	
4	Khabem Adel Gassef	ONAS	98 616 160	Gassef.Khabem@go2k.net	
5	Dira Farah	ONAS	97 895 343	farahdira@gmail.com	
6	HAMROUNI Khediya	ONAS	94 852 072	khediya.hamrouni7524@yahoo.fr	
7	Sadok Ghodhane	Associat° d'activités	99 577 016	ghodhane.sadok@gmail.com	
8	Khemelcheh Maudher	ONAS	99 667 728	maudher.kh67@gmail.com	
9	THEODORIS	ANASO	25 80 060	gologolo.fanfas@k.t	
10	ARIF Arbi	ONAS	94 858 662	div.planification@onass.nat.tn	
11	Bibi Nahmane	ONAS	99 810 042	Division Budget kibimchmann@kenzel@gmail.com	
12	Shaheddine Jaceh	ONAS	97 906 629	Directorie Dacdis	
13	BOUSSEID J	MALE / DEEAV	97 304 487	bousseid_1999@yahoo.com	
14	Amine Belkhem	ONAS	97 677 696		
15	Benredine CASMAR	ONAS	98 331 324	casmar2@gmail.com	
16	JHAOUI Bidha	IME	98 306 907		
17	GABED Iskou	ONAS	98 283 366	Toukarsaid@gmail.com	

lundi 22 mai 2017

	Nom prénom	Organisme	Tél	Email	Signature
1	Saudes ISAOU	ONAS	99 322 789	bat@onass.nat.tu	
2	FRANÇOIS Ezzeddine Association au sein de ONAS	ONAS	99 265 949	ezzeddinefrank@hotm.il.fr	
3	BEN RABII Faha	ONAS	97 306 685	ralizo@yahoofr	
4	Bouba Ker Ghomada	IDEA CONSULT	97 47 93 24	ghouaida@gmail.com	
5	Salem S. Salem	Idea consult	98 553 558	sls@topmed.tu	
6	KENNOU Hachem	IME	0039491598770	info@ime-leau.org	
7	ROUSSEL Malika	IME	0039491598770	mrousse@ime-leau.org	
8	Fahmi Belouli	ONAS	97 661 299	fahmibelouli@onass.tu	
9	BEBARTI Djamel	ONAS	97 547 532	dhoulia benzait@yahoofr	
10	Mohamed Abdellah	A-ZARAT	22 77 46 7		
11	Hane Ben Abdelhak	ONAS	97 197 580		
12	Diogo Oliveira	PORTUGAL	351-933230747	diogofo.pt@gmail.com	
13	Mohamed Merrakchi	ONAS	97 585 662	med.merrakchi@yahoofr	
14	Nasreddine Bouguerra	ONAS	98335538	nasreddinebouguerra@gmail.com	
15	Cheif yann	ONAS	92 842 467	yann.cheif@yahoofr	
16	Knani Nouia	ONAS	98654 889	knani.nouia@onass.nat.tu	
17	Ben Mathloul M.	ONAS	98656615	mbmouass@yahoofr	



الديوان الوطني للتطهير  
OFFICE NATIONAL DE L'ASSAINISSEMENT



WORLD BANK GROUP



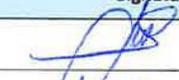
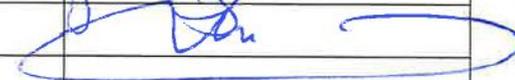
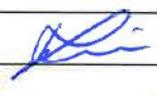
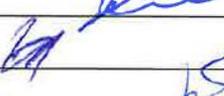
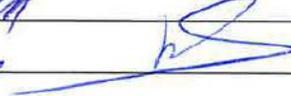
lundi 22 mai 2017

	Nom prénom	Organisme	Tél	Email	Signature
1	DHAOUADI Raf	ONAS	71 343 200	mddhaouadi@yahoo.fr	
2	A Touani Rabii	ONAS	71 545 845		
3	Amis Jebri	ONAS	75 279 277	amis_jebri@yahoo.fr	
4	Chaabouei Houssein	ONAS GABES	98639 713	houssein_chaabouei@yahoo.fr	
5	YAZIDI Houssein	ASS. Coral Hammam	22 42 60 61	yazidihoussein@yahoo.fr	
6	GUEZIDAZ Ali	ADEK	50 77 20 10		
7	Ben Djemaa Rejeb	ADEK	93 118 928		
8	Thabi Hachem	ONAS	97 995 922	thabi.hachem@gmail.com	
9	Ben Ali Taieb	ONAS	98 534 015	thadoug@yahoo.fr	
10	Gnaouou Bouckoba	ON A	98454 309	bg_talaouni@yahoo.fr	
11	Hachich Mohamed	ONAS	98 9 63 313	hachichmohamed@yahoo.fr	
12	TOUATI Ned	ONAS	98 507 359		
13	Khadim Taieb	ONAS	98 653 056	chf de dir, BRC	
14	MRouki Adel	ONAS	98. 637 458	dep. Audit @ onas-nat.in	
15	Jebali Karim	ONAS	93 406 712	dinsin.fouadine@onas.mah	
16	MEBRI Houssein	ONAS	98213 719	medmehri@yahoo.fr	
17	Hajji Hachem	Ref. ONAS	94202461	hh.hajji@gmail.com	

lundi 22 mai 2017

	Nom prénom	Organisme	Tél	Email	Signature
1	<del>Abdoulhakim</del>	<del>ONAS</del>	<del>98 657 041</del>	<del>alchahine@hotmail.fr</del>	<del>[Signature]</del>
2	<del>MARIAM Jeon-luc</del>	<del>Acti-ge de Av. Mars-ill</del>		<del>jeon-luc.maizon@compnetioy.pf.fr</del>	<del>[Signature]</del>
3	Soufi Boukacda	ONAS	97 184 370		[Signature]
4	Jamouli	ONEE (Maroc)	212 669 128299	sjjamouli@onee.ma	[Signature]
5	Jamalane				[Signature]
6	CHOUYREN GHAKALLAH	ONAS	98 828 35	chouyren.ghakallah@onas.tn	[Signature]
7	Naji HALLOUL	ONAS	97 394 814	ng-haloul@onas.tn	[Signature]
8					
9	<hr/>				
10	Nath Panti Adil	ONAS	22 646 429	nathpanti-adil@yahoo.fr	[Signature]
11	Charbouni Tarek	ONAS	94 202 462	charbouni_tarek@yahoo.fr	[Signature]
12	Charbouni Tarek	ONAS	98 902 562	Charbouni Tarek	[Signature]
13	Khelifi Hassan	ONG	95 737 306	hassen.khelifi@yahoo.fr	[Signature]
14	Synode Kerouf	ONAS	98 200 106	synode.kerouf@onas.tn	[Signature]
15	Saidi Adel	ONAS	71 247 090		[Signature]
16	Be Soufiane	ONAS	26 224 862		[Signature]
17	AZAIËZ Heddi	IME	98 351 770	heddi.azai@ime.tn	[Signature]

lundi 22 mai 2017

	Nom prénom	Organisme	Tél	Email	Signature
1	Boukhataya Belkheir	ONAS	97 817 998	belkheir.2015@yahoo.fr	
2	Chihab Escheikh	ONAS	98 287 336	Chihab.Escheikh@onas.nat.tn	
3	Gharbi Najeh	DEGREE/MAR	71 891 341	najeh.garbi@yahoo.fr	
4	Oussama Ben Ayed	AAE Miana	52 861 507	BENAYED29@GMAIL.COM	
5	Ben Aïssa Noureddine	Associati. Analyses ONAS	98 547 485	noureddinebenaisa24@gmail.com	
6	Hafsi Abdelmejjid	A. de développement et de l'inspection de l'assainissement	98 374 580	E-mail: abdelmejjidhafsi@yopmail.fr	
7	Delphine CLAVREUL	OCDE	+33642466902	delphine.clavreul@ocde.org	
9					
10	Salif Aïch Ben Mansour - Président "Association Loyauté pour la Patrie" (ALP) - 98463@gmail.com		900 76 7 83		
11	Philippe Segard.	Ingénieur Agronome	29 019 458	plp.c.s@yploo.fr	
12	Youssef Jemel	Associati. Analyses ONAS	72 83 1071	youssef.jemel@yopmail.fr	
13	KACEM Jemel	Scouts Tunisiens	55 40 71 62 / 69 64	jemelkacem66@gmail.com	
14					
15					
16					
17					

Presse



الديوان الوطني للتطهير  
OFFICE NATIONAL DE L'ASSAINISSEMENT



WORLD BANK GROUP



lundi 22 mai 2017

	Nom prénom	Organisme	Tél	Email	Signature
1	Abdourahmane Aït	Radio Tunisie	93040912		
2	Tharfaïna Abdellati	Radio Tunisie	24 026 549	tharfaïna.abdellati@radioctn.tn	
3	Shen Suppossef	MALE	98335882	shen@male.tn	
4	Shihadi Brahim	Nessma TV	26702842/46200167	shihadi.br@gmail.com	
5	Wadi Jacem	Nessma TV	7712839	Jacem@gmail.com	
6	Maher Sghier	Jawhara LM	22810674	meherpetit@xtra.net	
7	Jaballah Samia	Journal ESSATTAFA	96928736	jaballah14@gmail.com	
8	Bel Hajmia Ofa	Sapha fm	50851385	ofahajmia@gmail.com	
9	Latifa Latifa	Radio emel	21783552	latifa.latifa@emel.com	
10					
11	ZAIBI RIDHA	WATANIA NEWS	22748055	ridha.zibi@yahoo.fr	
12	Saded Bessem	Al-Medina	29546392	Saded.Saded@almedina.com	
13					
14					
15					
16					
17					

lundi 22 mai 2017

	Nom prénom	Organisme	Tél	Email	Signature
1	offa Ouelfelli	S.G.P.		offaouelfelli@yahoo.fr	
2	Auxini Zied +2		25849821	auxini.zied@yahoo.fr	
3	Weslami Raouf	Radio Ribat fm	28378163	esra.press@btm.ma	
4		Medias sans frontières			
5	Rym Zaich	Tmc mod	22816729	Zaidiouryma@16@gmail.com	
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					



### 1. السياق

تشهد، حالياً، إدارة المصالح المرتبطة بالمياه الحضرية، وخاصة منها المتعلقة بالتنظيف، تظافراً للجهود الرامية إلى تحسين جودة حياة المواطنين في مختلف أنحاء العالم.

و في هذا الإطار، انخرطت تونس، منذ الثورة، في ديناميكية انتقال اقتصادي واجتماعي وبيئي من أجل توفير تنمية مستدامة تتوفر بفضلها فرص أفضل لمواطنيها.

ولذلك، يمثل القطاع الخاص محطة تنمية قادرة على المساهمة في تركيز مرفق عام ذي جدوى عالية.

وينبغي للقطاع الخاص أن يساهم بما له من قدرات في مجال التجديد، في تحقيق مشاريع التنمية، سواء كانت في مستوى البنية التحتية أوفي مجال الخدمات، وذلك وفق شراكات بين القطاعين الخاص والعام، تستجيب لمعايير الممارسات الفضلى على الصعيد الدولي، مع مراعاة الخصوصيات التونسية.

فاللجوء إلى الشراكة بين القطاعين العام والخاص، على أساس نصوص قانونية أكثر ملاءمة من ذي قبل، يجب أن يستجيب لمبادئ ترتكز على الوضوح والشفافية في ما يخص العقود التي يتم إعدادها وإبرامها، فإذا ما كانت للقطاع الخاص هيكل تمتلك قواعد الشراكة بين القطاعين الخاص والعام، بفضل تركيز الإجراءات الملائمة للخصوصية التونسية، كانت مساهمته أكثر جاذبية وإغراء.

ولا يمكن أن تتم الشراكة بين القطاعين العام والخاص دون التزام قوي من الطرفين، ولكن أيضاً دون مشاركة المجتمع المدني والفاعلين المحليين، إذ أن مساهمة المجتمع المدني بشكل مطرد، ضرورية في كافة مراحل حياة المشاريع القائمة على الشراكة بين القطاعين العام والخاص، وحينما تكون تلك الشراكة مرتكزة على أرضية من الاتصال والتواصل، تكون فيها جميع مكونات المجتمع المدني حاضرة، لا تكون نتائجها إلا إيجابية مقنعة، وينبغي في هذا السياق، تركيز البينات إعلام واضحة وشفافة، كقيلة بتيسير التواصل والعلاقات مع المستخدمين ومع المجتمع المدني.

فإشراك هذا الفاعل الأساسي الذي هو المجتمع المدني إلى جانب هيئات الدولة ومؤسسات القطاع الخاص أمر أكثر من ضروري، لأنه يتيح للمجتمع المدني أن يضطلع بدوره في التأثيرات الاجتماعية الناتجة عن مشاريع الشراكة بين القطاعين العام والخاص، التي تعتمد

تحت إشراف السيد

رياض المؤخر وزير الشؤون المحلية والبيئة

Sous l'égide

de Monsieur Riadh Mouakhar,

Ministre des Affaires Locales et de l'Environnement

ورشة عمل حول الشراكة بين القطاع العام و القطاع الخاص

في مجال التنظير

Atelier de Travail sur  
le Partenariat Public/Privé  
dans le secteur de l'Assainissement

الإثنين 22 ماي 2017 بنزل أفريقيا بتونس

lundi 22 mai 2017 à L'Hôtel Africa

## 1. Contexte

La gestion des services liés à l'eau urbaine et plus particulièrement celle afférente à l'assainissement connaît actuellement une nouvelle synergie pour une amélioration de la qualité de vie des citoyens dans le monde.

C'est dans ce cadre que la Tunisie s'est engagée, depuis la révolution, dans une dynamique de transition économique, sociale et environnementale pour apporter une croissance durable générant de meilleures opportunités pour ses citoyens.

Pour cela, le secteur privé représente un relais de croissance pouvant contribuer à la mise en place d'un service public efficace.

Le secteur privé devra participer par ses capacités innovatrices dans les projets de développement tant au niveau des infrastructures que des services et ce, conformément aux partenariats publics-privés (PPP), répondant aux bonnes pratiques internationales tout en respectant les spécificités tunisiennes.

Sur la base de textes réglementaires plus adaptés, le recours au partenariat public-privé devra obéir à des principes basés sur la clarté et transparence dans les contrats à élaborer. En se dotant de structures maîtrisant les règles du partenariat public-privé par la mise en place de procédures adaptées à la Tunisie, la participation du secteur privé sera plus attractive.

Le partenariat public/privé ne peut pas se faire sans un fort engagement des deux parties, mais également de la société civile et des acteurs locaux. Une participation accrue de la Société Civile est nécessaire à toutes les étapes de vie des projets PPP. Appuyée par une plateforme de communication où toutes les composantes de la Société Civile seraient présentes, les résultats d'un tel partenariat public-privé ne pourront être que probants. Dans ce contexte, des mécanismes d'information clairs et transparents seront mis en place et faciliteront la communication et les relations avec les usagers et la Société Civile.

L'association de cet acteur primordial qu'est la Société Civile aux côtés des instances étatiques et des entreprises du secteur privé est plus que nécessaire. Elle doit permettre à la Société Civile de jouer un rôle sur les impacts sociaux des projets PPP que se propose de lancer la Tunisie, et plus particulièrement, dans le domaine des services liés à l'assainissement urbain.

Une mobilisation plus énergique et plus participative pourra permettre à la Société Civile de mieux apprécier les projets PPP et surtout, d'être informée sur leur mise en place et déroulement. Par leur participation, les représentants cibles de la Société Civile pourront également émettre des avis constructifs pour la bonne réalisation de ces projets PPP.

Cette participation peut prendre plusieurs formes rayonnant depuis la simple consultation à la participation concrète tenant compte des spécificités tunisiennes.

## 2. Objectif

Pour amorcer le débat quant à l'implication de la société civile, un atelier est organisé en vue de la consultation de la société civile pour la mise en place du partenariat public privé dans le domaine des services d'eau et d'assainissement. Des intervenants d'autres pays (Portugal, France et Maroc) présenteront leurs retours d'expériences dans la mise en place d'un partenariat public/privé et échangeront leur point de vue avec les représentants de la société civile tunisienne. L'idée d'un partenariat responsable avec les acteurs du secteur public, privé et la société civile autour de grands principes pourrait être débattue dans le cadre de tables rondes organisées en seconde partie de l'atelier.

## 3. Organisateur

Cet atelier est organisé par l'Institut Méditerranéen de l'Eau (IME), réseau méditerranéen des professionnels de l'eau basé à Marseille, afin de bénéficier d'un rayonnement régional et international.

## 4. Format et lieu

Format de l'atelier : 1 journée avec traduction simultanée (Anglais)

Lieu : Hôtel Africa, Tunis

Date : 22 mai 2017

تونس إطلاقها، وخصوصا منها تلك التي في مجال الخدمات المرتبطة بالتطهير في المجال الحضري، كما تتيح تعبئة كافة الطاقات بشكل أكثر فعالية وأكثر تشاركية، للمجتمع المدني أن يتمكن تهيئة أفضل مشاريع تلك الشراكة بين القطاعين العام والخاص، وأن تكون له معلومات دقيقة بشأن تركيزها ومجرباتها، فيستطيع ممثلو المجتمع المدني المعنيون بتلك المشاريع أن يبدوا أيضا - من خلال مساهمتهم - آراء بنائة من أجل إنجاز تلك المشاريع بشكل أفضل

ويمكن أن تتخذ تلك المساهمة أشكالاً شتى تكون ذات إشعاع، بدءا بالاستشارة البسيطة، إلى المساهمة الملموسة التي تراعي الخصوصيات التونسية.

## 2. الأهداف

لإطلاق الحوار في ما يتعلق بتشريك المجتمع المدني، تنتظم ورشة عمل بهدف استشارة المجتمع المدني لتكثيف الشراكة بين القطاعين العام والخاص في مجال خدمات المياه التطهير.

وسيقدم خلالها متدخلون من بلدان أخرى (البرتغال، فرنسا، المغرب) نتائج تجارب بلدانهم في تركيز شراكة بين القطاعين العام والخاص، ويبادلون آرائهم مع ممثلي المجتمع المدني التونسي الحاضرين؛ في الورشة، وبمركز مناقشة فكرة شراكة مسوولة بدو؛ الفاعلين في القطاع الخاص والقطاع العام والمجتمع المدني، شراكة تكون قائمة على المبادئ الكبرى، وذلك في إطار مواند مستديرة يتم تنظيمها في الجزء الثاني من الورشة.

## 3. المنظم

ينظم هذه الورشة "المعهد المتوسطي للماء"، وهو شبكة متوسطة تجمع المهنيين في مجال الماء، ومركزه في مرسيليا، بغاية الاستفادة من إشعاع إقليمي ودولي.

## 4. هي ورشة تدوم يوما واحدا، مع توفير الترجمة الفورية (من الإنكليزية)

المكان: نزل "أفريكا" تونس العاصمة.

التاريخ: 22 ماي 2017.



## Atelier de Travail sur le Partenariat Public/Privé dans le secteur de l'Assainissement

### Programme

lundi 22 mai 2017

8h30	Accueil des participants
9h00	Cérémonie d'ouverture <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Allocution de bienvenue par M. Habib OMRANE, Président Directeur Général de l'Office National de l'Assainissement (ONAS)</li> <li><input type="checkbox"/> Discours d'ouverture par M. Riadh MOUAKHAR, Ministre des Affaires Locales et de l'Environnement</li> <li><input type="checkbox"/> Intervention de M. Hachmi KENNOU, Directeur Exécutif de l'Institut Méditerranéen de l'Eau (IME)</li> </ul>
9h30	Propos introductif : Contexte légal et réglementaire du Partenariat Public/Privé en Tunisie par M. Atef MEJDOUB, Directeur Général de l'Unité de Suivi des Concessions
9h45	<i>Les modes de gouvernance des services d'eau : expériences étrangères</i> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> « Comment choisir le bon partenariat ? » : par M. Diogo Faria DE OLIVEIRA, Président du Plan stratégique national sur l'eau (Portugal)</li> <li><input type="checkbox"/> Exemple de la Métropole Aix Marseille Provence (France) : par M. Jean Luc MARION, Direction de la Gestion Environnementale et des Contrats de l'Eau</li> <li><input type="checkbox"/> « La gestion du service d'eau potable dans les petits et moyens centres d'exploitation au Maroc : Rôles de la société civile et du secteur privé » par Mme Smahane JAMOULI, Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable</li> </ul>
10h30	Présentation du projet de concession des infrastructures de l'ONAS : par Mme Sondes ISSAOUI, Chef de Département Central chargée du projet de concession.
10h45	Pause café
11h00	Concertation ONAS/Tissu Associatif : par M. Habib TLILI Chef du Centre de Communication et des Salles de Contrôle de commande (Al Jissr)
11h15	La Société Civile : Exposé introductif par M. Salem BEN SALEM (IDEA Consult)
11h30	Engagement des parties prenantes pour une gouvernance de l'eau inclusive: par Mme Delphine CLAVREUL de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE)
11h45	<i>Débat : Un partenariat responsable (implication/participation de la société civile)</i> Introduction du débat/Lancement des tables rondes <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Table ronde 1 : "Pourquoi la société civile est un partenaire privilégié ?" Modérateur, Salem BEN SALEM (IDEA Consult)/ Fatma BEN RABII (ONAS)</li> <li><input type="checkbox"/> Table ronde 2 : "Comment la société civile peut-elle s'impliquer ?" Modérateur, Boubaker GHOUAIDIA (IDEA Consult) / Habib TLIL (ONAS)</li> </ul>
13h30	Déjeuner
15h00	Synthèse des travaux des tables rondes
16h00	Recommandations et Clôture

## ورشة عمل حول الشراكة بين القطاع العام و القطاع الخاص في مجال التطهير

### البرنامج

استقبال الحضور	س 9 و 30 د
الإفتتاح <input type="checkbox"/> كلمة الترحيب من قبل السيد الحبيب عمران الرئيس المدير العام للديوان الوطني للتطهير. <input type="checkbox"/> كلمة الافتتاح من قبل السيد رياض الموخز وزير الشؤون المحلية والبيئة . <input type="checkbox"/> مداخلة السيد الهاشمي كنو المدير التنفيذي للمعهد المتوسطي للمياه IME	س 9
السياق القانوني للشراكة بين القطاع العام و القطاع الخاص بتونس : السيد عاطف المجدوب المدير العام لوحدة متابعة اللزمات	س 9 و 30 د
<b>طرق الحوكمة في خدمات المياه: تجارب خارجية</b> <input type="checkbox"/> كيف نحسن اختيار الشراكة ؟ : السيد Diogo Faria De Oliveira رئيس المخطط الوطني الاستراتيجي للمياه ( البرتغال) <input type="checkbox"/> مثال المتروبول في Aix en Provence : مدير في التصرف البيئي والعقود المتعلقة بالمياه . <input type="checkbox"/> التصرف في خدمات المياه الصالحة للشرب و مراكز الاستغلال الصغيرة والمتوسطة بالمغرب و دور المجتمع المدني و القطاع الخاص : السيدة اسمهان جمولي من الديوان الوطني للماء و الكهرباء بالمغرب.	س 9 و 45 د
تقديم مشروع استغلال منشآت التطهير عن طريق عقود اللزمة : السيدة سندس عيساوي رئيسة مديرية مركزية مكلفة بمشروع اللزمة بالديوان الوطني للتطهير.	س 10 و 30 د
فترة استراحة	س 10 و 45 د
الديوان الوطني للتطهير و النسيج المجتمعي : السيد الحبيب التليلي رئيس مركز الاتصال و قاعة المراقبة والتحكم ( الجسر)	س 11
المجتمع المدني: عرض أولي : السيد سالم بن سالم عن مكتب الإتصال (IDEA Consult)	س 11 و 15 د
تعهد الأطراف المعنية من أجل حوكمة التصرف في المياه : Delphine CLAVREUL عن منظمة التعاون و التنمية الاقتصادية (OCDE)	س 11 و 30 د
نقاش حول الشراكة المسؤولة ( مشاركة المجتمع المدني) انطلاق الماندين المستديرتين: لماذا المجتمع المدني شريك أول؟ <input type="checkbox"/> المائدة الأولى: سالم بن سالم ( IDEA Consult ) / فاطمة بن ربيع (ONAS) <input type="checkbox"/> المائدة الثانية: بوكر غوايدية ( IDEA Consult ) / الحبيب التليلي (ONAS)	س 11 و 45 د
الغداء	س 13 و 30 د
ملخص أشغال الماندين	س 15
التوصيات و اختتام الورشة	س 16

الأثنين 22 ماي 2017 بتونس

**Allocution de Bienvenue par Mr Habib Omrane**  
**Président Directeur Général de l'Office National de l'Assainissement**

Mr le Ministre des Affaires Locales et de l'Environnement n'a pas pu présider la séance d'ouverture de cet atelier sur le partenariat public-privé dans le secteur de l'assainissement, il est en mission à l'étranger.

Permettez-moi tout d'abord de remercier le Groupe de la Banque Mondiale pour son assistance à l'ONAS dans le processus de mise en œuvre de partenariat public-privé dans le secteur de l'assainissement.

Je souhaite également la bienvenue à tous les membres de l'IME et plus particulièrement à Mr Hachmi Kennou le directeur exécutif,

À tous les conférenciers du Portugal, de France et du Maroc venus nous faire part des expériences de leur pays dans le domaine du partenariat public-privé dans le secteur de l'eau,

Aux représentants de la société civile partenaire important dans le fonctionnement des sociétés, et à tous les participants.

*Mesdames et Messieurs,*

L'ONAS en collaboration avec l'IME, Institut Méditerranéen de l'Eau et avec l'assistance de la Banque Mondiale et du Fond PPIAF, organise cet atelier de partenariat public privé dans le secteur de l'assainissement en vue d'une sensibilisation élargie.

Le projet de Concession de l'exploitation des services d'assainissement vise à :

- Améliorer la qualité des services rendus aux citoyens
- Atteindre les performances environnementales exigées par les normes de rejet des effluents
- Transférer aux entreprises privées certaines responsabilités au moyen d'obligations de résultats incitatifs à une meilleure efficacité coût-performance (efficience) ;
- Développer un secteur privé national dynamique en capitalisant le savoir-faire développé dans le cadre de ces Contrats ;
- Mettre en œuvre une gestion du patrimoine au moyen de programmes de gros entretien et renouvellement (« GER ») ;

*Mesdames et Messieurs,*

En parallèle au projet de Concession de l'exploitation des services d'assainissement, l'ONAS s'est lancé également sous la direction de l'Instance Générale du Partenariat Public-Privé dans la mise en place d'un contrat pilote type « PPP, loi 2015 » pour la réalisation de la station d'épuration El Hessiane (Tunis Nord), qui comporte le financement, la conception, la réalisation et la maintenance.

L'ONAS tient donc à faire réussir le partenariat public/privé par l'implication et le fort engagement de ces deux parties, et également la société civile et les acteurs locaux. Ainsi une participation accrue de la Société Civile est souhaitable à toutes les étapes de vie des projets PPP.

*Mesdames et Messieurs,*

Vous qui êtes en contact si étroit avec la vie quotidienne et les aspirations des citoyens, Il est essentiel que vous soyez réunis pour nous donner votre avis et nous faire part de votre vision des choses.

Pour conclure, je réitère mes remerciements à toute l'assistance et je souhaite la réussite des travaux de cet atelier.

**Propos introductif par Mr Hachmi Kennou**  
**Directeur Exécutif de l'Institut Méditerranéen de l'Eau**

*Monsieur Le Ministre des Affaires Locales et de l'Environnement*

*Monsieur Le Président Directeur Général de l'Office National de l'Assainissement*

*Mesdames et Messieurs,*

C'est avec un grand et immense plaisir que je me retrouve avec vous en Tunisie pour introduire cet atelier sur le Partenariat Public / Privé dans le secteur de l'assainissement que l'Institut Méditerranéen de l'Eau, que je représente aujourd'hui, organise en collaboration avec l'ONAS et avec le soutien de la Banque Mondiale que je tiens à remercier.

De même, je tiens à vous remercier Monsieur Le Ministre et Mr Le Président d'avoir honoré la cérémonie d'ouverture et mes vifs remerciements aux hauts cadres de l'ONAS qui ont participé tout au long du processus préparatoire qui a précédé la tenue de cet atelier.

Le thème de notre atelier porte sur l'implication d'un partenaire privilégié des parties prenantes impliquées dans le partenariat Public / Privé, à savoir la société civile.

Lorsque Si Habib Omrane m'a sollicité pour l'organisation de cet atelier, j'ai bien sûr répondu présent, au nom de l'IME, d'autant plus qu'actuellement, je préside la Task Force Ville et Assainissement au sein du Conseil Mondial de l'Eau.

L'une des composantes des activités de cette Task Force porte sur le financement de l'assainissement à travers le partenariat Public / Privé et surtout, le rôle très important de la société civile qui représente les bénéficiaires, à savoir les usagers.

Aujourd'hui, nous initions par cette première rencontre un débat qui, j'espère, sera très constructif pour la mise en place d'un mécanisme de concertation et d'échanges entre les acteurs et les parties prenantes du partenariat Public / Privé dans le secteur de l'assainissement en Tunisie.

A partir d'expériences étrangères du Portugal, de France et du Maroc, nous nous focaliserons sur l'expérience tunisienne.

Suite à l'évolution géopolitique positive de la Tunisie, la place de la société civile a sa raison d'être et nous aurons, lors des débats des tables rondes, à proposer des recommandations qui viseront cette maturité d'échanges entre tous les acteurs et parties prenantes concernés.

*Mesdames, Messieurs,*

Aujourd'hui, le partenariat Public / Privé est une nécessité et même, j'oserai dire, une obligation pour les services liés à l'assainissement en Tunisie et je suis confiant pour sa réussite.

Certes, cette réussite devra intégrer tous les supports liés aux outils modernes de la communication et pour cela, nous avons inséré ce volet dans notre atelier.

L'important est de lancer une assise concertée pour mettre en place un mécanisme innovant, à la Tunisienne, pour échanger les principes d'un partenariat Public / Privé transparent.

Il est nécessaire et je le répète encore une fois, l'implication de la société civile doit être conséquente et surtout, amenant une valeur ajoutée positive à la réussite du partenariat Public / Privé dans le secteur de l'assainissement en Tunisie.

Par la dernière présentation de Mme Delphine Clavreul de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) sera présenté le cadre d'une bonne gouvernance des services d'eau en général, dont l'application au secteur de l'assainissement en est une conséquence.

Ce cadre devra guider certes la mise en place d'un mécanisme d'intégration de toutes les parties prenantes y compris, bien sûr, la société civile.

Je terminerai mon propos introductif en nous souhaitant des travaux fructueux pour lancer le partenariat Public / Privé dans le secteur de l'assainissement.

### Table ronde 1 sur le thème "Comment la société civile peut être impliquer ?"

Le débat était riche dans les deux tables rondes. Il a permis d'évoquer et de discuter un certain nombre de points en rapport direct avec le P-P-P en matière d'assainissement et d'une manière générale sur la gouvernance du secteur de l'eau et de l'assainissement en particulier.

Les principaux points évoqués et discutés sont les suivants :

- La nécessité d'institutionnaliser la participation de la société civile par la mise en place d'un cadre réglementaire qui précise le rôle à jouer par la SC.
- La nécessité de formalisation de la société Civile pour chaque projet PPP (préciser l'implication de la SC dans le l'organe de concertation (rôle consultatif) et de pilotage (rôle de suivi).
- Nécessité de renforcer le cadre juridique d'accès à l'information.
- La société civile est la mieux placée pour communiquer sur les impacts des projets PPP sur les populations locales et en rapport avec le développement inclusif.
- La nécessité de renforcer l'implication des jeunes pour assurer l'appropriation et la pérennisation.
- Il vaut mieux traiter les problématiques liées d'assainissement dans un cadre plus large qui est le secteur de l'eau étant donné que l'assainissement n'est qu'une branche d'activité (sous-secteur). Nécessité d'appropriation de la question de l'eau et de la préservation de la ressource. Les représentant de la SC ont précisé qu'il n'existe pas des ONG spécialisée dans l'assainissement.
- Pour mieux communiquer et d'une manière ciblée, il faut segmenter la société civile (les pour et les contre).
- La société civile doit être impliquée durant tout le processus de PPP et ce dès le départ pour éviter les blocages de mise en œuvre et assurer la pérennisation.
- Dans le cadre des nouveaux projets PPP, la société civile doit être impliquée dans l'identification des besoins et la formulation du projet (consultation en amont et non en aval).
- Le principe de la consultation publique doit être institutionnalisé tout en impliquant les collectivités locales qui restent les mieux indiquées pour coordonner les mécanismes de concertation surtout après l'adoption de la nouvelle constitution.
- Avant d'impliquer la société civile au niveau externe, il faut cibler le personnel de l'ONAS et en particulier les cadres qui sont actifs dans la société civile.

- Il faut donner la parole aux usagers tout en œuvrant pour la création d'associations d'usagers afin de les impliquer dans le suivi et l'évaluation des contrats PPP.
- Traiter la société civile en tant que partenaire et force de proposition.
- Il est souhaitable d'évoquer la question du PPP en matière d'assainissement dans un cadre global touchant l'eau potable et l'eau d'irrigation. Les DGA ont été cités comme exemple pour une implication formalisée des usagers.
- Le PPP doit être un contrat gagnant-gagnant mais à long terme pour éviter le risque d'affaiblissement de l'ONAS. La société civile peut jouer un rôle de veille afin d'éviter tout dérapage de la part des opérateurs privés. La société civile peut jouer également le rôle de facilitateur entre l'Etat, l'investisseur privé et l'utilisateur.
- Enfin, il faut accorder plus d'écoute à la société civile pour recueillir son avis et ses suggestions d'amélioration (la société civile doit être traitée comme partenaire).

## Table ronde 2 sur le thème "Comment la société civile peut-elle s'impliquer ?"

### Modérateurs :

- M. Boubaker GHOUAIDIA – IDEACONSULT
- M. Habib TLILI – ONAS

### Rapporteur :

- M. Lassâad LEKHBOU

### Présentation des modérateurs :

- **M. Boubaker GHOUAIDIA**, de formation pluridisciplinaires (**Sciences de gestion option commerce international** à l'Ecole Supérieure de Commerce de Tunis, **Droit de l'Entreprise** à la faculté des Sciences Juridique, Politique et Sociales de Tunis, **Economie et Finances Internationale** à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Tunis, **Chercheur en économie de développement** à l'Ecole Doctorale de l'IHEC) occupe le poste de consultant institutionnaliste depuis 17 ans à IDEACONSULT – Groupe STUDI. Ses domaines d'intérêt sont les études juridiques, organisationnelles et institutionnelles et la communication institutionnelle.
- **M. Habib TLILI**, chargé

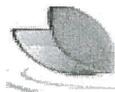
### Mot d'ouverture :

1. La société civile joue un rôle important dans la gouvernance socio-économique et politique tant dans la réflexion sur les choix économiques, dans l'appui à la mise en œuvre des projets ou programmes que la réclamation de la redevabilité.
2. Elle peut ainsi jouer différents rôles selon le type de l'entité (SC) qu'elle soit organisation patronale, professionnelle, syndicale ou association d'usagers, etc.
3. Donc le rôle à jouer diffère selon le type de l'entité, la nature du projet, le contexte socio-économique et politique, la phase du projet et sa complexité, les enjeux, l'intérêt du projet et son impact sur la population en général et les membres de l'entité de la SC en particulier.
4. D'une manière générale, une entité de la SC peut jouer le rôle de :
  - Partenaire (participation à la conception, à la mise en œuvre et au suivi)
  - Facilitateur (relais de communication et d'information)
  - Observateur (veille au respects des procédures et des bonnes pratiques)
  - Garde-fou (réclamation de la redevabilité ou de la transparence et état de veille critique)
  - Contestataire/protestataire (opposant au projet ou aux changements)
5. Indépendamment du rôle joué, la SC peut contribuer à l'identification des besoins et des priorités (consultation, dialogue, critique...) selon la relation entretenue avec le pouvoirs politique ou le promoteur du projet.
6. Une fois un projet ou programme réalisé, la SC peut contribuer à la pérennisation (mais cela est conditionné par l'appropriation).
7. En conclusion, pour garantir l'implication positive de la SC, il faut maintenir un dialogue continue et assurer la communication/ information et la transparence.
8. Alors selon chacun de vous, comment peut-on impliquer la société civile dans le cadre des projets de PPP dans le domaine de l'assainissement ?

## Liste des présentations

- ❖ « **Comment choisir le bon partenariat ?** » par Mr Diogo Faria DE OLIVEIRA, Président du Plan stratégique national sur l'eau (Portugal)
  
- ❖ **Exemple de la Métropole Aix Marseille Provence (France)** par Mr Jean-Luc MARION, Direction de la Gestion Environnementale et des Contrats de l'Eau
  
- ❖ « **La gestion du service d'eau potable dans les petits et moyens centres d'exploitation au Maroc : Rôles de la société civile et du secteur privé** » par Mme Smahane JAMOULI, Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable
  
- ❖ « **La Société Civile** » : **Exposé introductif** par Mr Salem BEN SALEM (IDEA Consult)
  
- ❖ « **Engagement des parties prenantes pour une gouvernance de l'eau inclusive** » par Mme Delphine CLAVREUL de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE)

Association d'environnement  
et développement durable à zarat



جمعية البيئة و التنمية المستدامة  
بالزارات

### LETTRE du Président de l'Assemblée

Pour les participants à l'atelier spécial tenu à Tunis dans l'eau 22/05/2017 sous le patronage du ministre des Affaires locales et l'environnement et l'organisation de l'Office national d'assainissement.

Après avoir salué,

Suite à l'invitation de l'association d'environnement et développement durable à zarat de participer à l'atelier par le président et directeur général de l'Office national d'assainissement.

En raison de notre présence, nous ne pouvons pas vous lever cette lettre que nous voulions un résumé du thème général, qui repose sur la création d'une participation efficace entre le tissu associatif et les acteurs du secteur de l'eau.

**\*\* problématiques:**

- Absence de valorisation et l'utilisation réelle de la façon dont les stations d'épuration de traitement d'eau nécessaire pour la désinfection et de la boue.
- L'absence de projets pilotes pour être hors de la conscience et la sensibilisation dans le traitement de l'eau optimale sur l'utilisation de l'eau de pluie, ainsi que que l'eau traité.
- noter l'absence totale des acteurs locaux des associations environnementales déjà actives et l'autorité locale de la municipalité – délégation - état de ...
- le manque de coordination entre les parties prenantes et les acteurs réels dans le domaine: chacun travail séparément "

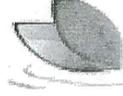
**\*\* Propositions:**

1. La nécessité d'un plan de réactions d'action visant à l'émergence et tout mode groupes d'âge: ateliers dans les stations d'assainissement entre l'activité culturels et mettre en évidence scientifique les caractéristiques et les usages des zones agricoles envoyés ne dépassent pas 5000 mètres carrés à l'intérieur des stations

وزارة الشؤون  
الثقافية



2 نهج فرحات حشاد 6026 الزارات قابس- الهاتف 96657017 / 75300112- الفاكس 75320700 - موقع الواب: www.zarat-ecologie.tn  
المعرف الجبائي: Y. / P/ 1247524/ CNSS : 214150-71 e-mail : lahouli.env@gmail.com/zarat.ecologie@gmail.com  
الحساب الجاري بالتجاري بنك 08-2074-2177 00-076-04209-59 TND page facebook : ecologie.zarat.tn



commercialisées le produit d'eau traité et de fixerle 22 Mars et trois jours qui le  
suiwe chaque année une manifestation culturel international sur le traitement de  
l'eau.

2. envoyé des projets pilotes dans l'utilisation du traitement de l'eau en permettant  
actif dans le domaine des associations actifs « capacité du tracteur et la machine  
d'aspiration et le réservoir de 3000 litres et outils de jardinage de l'équipement et  
la machine broyeur vegetaux. .... » assurer la coordination avec l'Administration  
générale des forêts et sel local et régional: la plantation d'espaces verts et les rues,  
les routes et les parcs et la propreté des marchés et les places publiques en utilisant  
l'eau traitée alors nous avons gardé la richesse de l'eau que nous avons utilisé et la  
purification de l'air et l'intensification de la végétation ont contribué au  
portefeuille sur la biodiversité. Et que l'association est prête à gagner de tels  
projets et cherchent à le faire.

3. L'adoption d'une approche participative au travail et le suivi et assurer la  
continuité des travaux des stations d'assainissement et envoyé une salle de  
concertation entre les intervenants pour être le noyau de travail sur le terrain.

4. L'harmonie de la coordination entre les parties qui se chevauchent au travail et  
créer une mobilité dynamique et sans précédent.

5. établir les principes de la gouvernance locale dans les eaux usées et la  
préparation de la Charte de l'objet est obligatoire pour toutes les parties  
signataires GRENIER « où nous avons eu l'expérience dans le domaine de  
l'énergie avec l'Agence nationale pour la maîtrise de l'énergie et GIZ au sein du  
projet national et de l'énergie solaire les campagnes de sensibilisation de  
l'Association et la sensibilisation à l'utilisation l'énergie propre et de rationaliser la  
consommation. et a conduit à la mise en place d'un Réseau de transition tunisienne  
d'énergie(RTTE) entre les associations d'énergie qui a travaillé dans le projet "

Et l'eau reste un des stocks vitaux et stratégiques ne peuvent être sous-estimés et la  
nécessité de préserver et de valoriser ses utilisations et place un plan national à cet  
effet.

Président de l'Association: Khaled lahouli

وزارة الشؤون  
الثقافية





## رسالة من رئيس الجمعية

الى السادة الحضور في الورشة الخاصة بالمياه المنعقدة بتونس في 2017/05/22  
بنزل أفريك تحت اشرف وزير الشؤون المحلية و البيئة و من تنظيم الديوان الوطني  
للتطهير.

تحية و بعد،

على اثر الدعوة الموجهة لجمعية البية و التنمية المستدامة بالزارات للمشاركة في الورشة من طرف الرئيس  
المدير العام للديوان الوطني للتطهير.

و نظرا لتعذر حضورنا نرفع اليكم هذه الرسالة التي اردناها ملخصا لمجمل موضوع الورشة الذي يقوم على  
خلق تشاركية فاعلة بين النسيج الجمعياتي و الفاعلين في قطاع المياه.

\*\*الاشكاليات :

- عدم تامين و استعمال حقيقي بالكيفية المرجوة للمياه المعالجة لمحطات التطهير و الصيانة
- عدم وجود مشاريع نموذجية تكون منطلق للتوعية و التحسيس في الاستعمال الامثل للمياه المعالجة و مياه  
الامطار الغير ممتنة كذلك.
- نلاحظ غياب كلي للفاعلين المحليين من جمعيات بيئية ناشطة بالفعل و سلطة محلية من بلدية - معتمدية -  
ولاية...

- عدم تنسيق فعلي و بناء بين المتدخلين في المجال : كل يعمل على حدة"

\*\*المقترحات:

- 1- ضرورة وضع خطة عمل تحسبسية موجهة للناشئة و جميع الشرائح العمرية : ورشات داخل محطات  
التطهير تروح بين التنشيط الثقافي و العلمي ابراز الخصائص و الاستعمالات مع بعث مساحات فلاحية لا  
تتعد 5000 متر مربع داخل المحطات كنموذج يسوق لمنتوج المياه المعالجة و جعل يوم 22 مارس و الايام  
الثلاث الموالية له من كل سنة تظاهرة ثقافية دولية حول قطاع المياه المعالجة.
- 2- بعث مشاريع نموذجية في استعمال المياه المعالجة بتمكين الجمعيات الناشطة في المجال من الوسائل  
اللوجستية " جرار و الة شفط و صهريج سعة 3000 لتر و معدات بستنة و الة رحي للفوضل و جعله  
كومبست . .... " تقوم بالتنسيق مع الادارة العامة للغابات و السلط المحلية و الجهوية : تشجير المساحات  
الخضراء و الشوارع و الطرقات و المنتزهات و نظافة الاسواق و المساحات العمومية باستعمال المياه  
المعالجة نكون بذلك حافظنا على الثروة المائية التي كانت تستعمل و قمنا بتنقية الهواء و تكثيف الغطاء  
النباتي ساهمنا في المحافظة على التنوع البيولوجي. و ان الجمعية على استعداد لنيل مثل هذه المشاريع و  
تسعى لذلك.

وزارة الشؤون  
الثقافية





- 3- اعتماد المقاربة التشاركية في العمل و المتابعة و السهر على ديمومة عمل محطات التطهير وبعث غرفة تشاور بين الاطراف المتدخلة تكون نواة عمل ميداني .
  - 4- تنسيق انسجام بين الاطراف المتدخلة في العمل و خلق ديناميكية و حركية غير مسبوقة.
  - 5- ارساء مبادئ الحوكمة المحلية في المياه المستعملة و اعداد ميثاق في الغرض يكون الزامي لجميع الاطراف الموقعة عليه" حيث كانت لنا تجربة في المجال الطاقى مع الوكالة الوطنية للتحكم في الطاقة و GIZ ضمن مشروع المواطن و الطاقة الشمسية قامت الجمعية بحملات توعية و تحسيس حول الاستعمال الطاقى النظيف و ترشيد الاستهلاك. و افضى الى تاسيس شبكة الانتقال الطاقى بتونس بين الجمعيات التي عملت في المشروع"
- و يبقى الماء مخزون استراتيجي و حيوي لا يمكن الاستهانة به و ضرورة المحافظة عليه و تثمين استعمالته ووضعة خطة وطنية في الغرض .

و السلام

رئيس الجمعية  خلد الأحوازي



وزارة الشؤون  
الثقافية

